

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti

La mission est effectuée en application des articles L4531-1 et R4412-97 à R4412-99 du Code du Travail, et de l'arrêté du 16 juillet 2019.
Elle est également réalisée en application de l'arrêté du 26 juin 2013 et conformément aux articles R.1334-19, R.1334-22 à 24, et l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique.
Norme utilisée : NF X 46-020 d'août 2017

Immeuble bâti visité :

Parcelles AH7, AH8, AH72 ETAH73
35 chemin des Colettes
27 et 65 avenue Paul Arène
488 avenue de Verdun
83300 DRAGUIGNAN

Périmètre de repérage :

Interfaces entre les enrobés du domaine public et les ouvrages en limite de propriété des parcelles AH7, AH8, AH72 et AH73.

Etendue de la démolition :

- ☐ Démolition complète
☒ Démolition partielle



Synthèse des conclusions du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le donneur d'ordre :
SAIEM DRAGUIGNAN
Madame Sylvie BARBERO - FLIEGEL
247 rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

Le(s) propriétaire(s) :
SAIEM DRAGUIGNAN
Madame Sylvie BARBERO - FLIEGEL
247 rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

Diagnostic effectué par :

HENTZEN-FORESTIER Julien, Certificat N° : CPDI5493 attribué le 22/12/2021 par I.Cert



Fait à VENISSIEUX, le 05/05/2025,

Le présent rapport est établi par une personne dont la certification est disponible dans les annexes - certification du(des) diagnostiqueur(s).

LEI (Numéro SIRET : 40037564800054)

Adresse : **42 rue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX**

Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

Numéro de police et date de validité : **10128485304 - 01/01/2026**

Le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Sommaire

1	LES CONCLUSIONS.....	3
1.1	VERSIONS DU RAPPORT	3
1.2	ETENDUE DE LA DEMOLITION	3
1.3	LE PERIMETRE DE REPERAGE DEFINI PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE.....	3
1.3.1	<i>Périmètre de repérage</i>	3
1.3.2	<i>Locaux et parties d'immeuble visités dans le cadre de la mission</i>	3
1.3.3	<i>Locaux et parties d'immeuble non visités dans le cadre de la mission</i>	3
1.4	PROGRAMME DE REPERAGE	3
1.5	MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	3
1.6	INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES A REALISER	4
1.6.1	<i>Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante</i>	4
1.6.2	<i>Liste des locaux et éléments non vérifiables</i>	4
1.7	LIMITES D'INVESTIGATIONS	4
2	LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION	4
3	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
3.1	BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE	5
3.2	DATE D'EXECUTION	5
3.3	ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR	5
3.4	PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS.....	5
4	LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES	5
5	CROQUIS DE REPERAGE	6
6	LOCALISATION DES PRELEVEMENTS.....	10
7	ANNEXES.....	12
7.1	RAPPORTS D'ESSAIS DE LABORATOIRE	12
7.2	ATTESTATION D'ASSURANCE	23
7.3	CERTIFICAT DE COMPETENCE DE LA PERSONNE AYANT REALISE LE DIAGNOSTIC	26
7.4	PROGRAMME DE REPERAGE : LISTE C DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE	27
7.5	PROGRAMME DE REPERAGE : ANNEXE 1 DE L'ARRETE DU 16 JUILLET 2019	28
7.6	CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS.....	30
7.7	AUTRES DOCUMENTS.....	31

1 LES CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

1.1 VERSIONS DU RAPPORT

Révision	Date	Objet
DG01	05/05/2025	Première diffusion

1.2 ETENDUE DE LA DEMOLITION

<input type="radio"/>	La démolition concerne l'ensemble du bâtiment objet de la mission.
<input checked="" type="radio"/>	La démolition concerne uniquement les parties de bâtiment suivantes : Enrobés en périphérie

1.3 LE PERIMETRE DE REPERAGE DEFINI PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

1.3.1 Périmètre de repérage

Le repérage concerne les ouvrages suivants :

- Interfaces entre les enrobés du domaine public et les ouvrages en limite de propriété des parcelles AH7, AH8, AH72 et AH73.

1.3.2 Locaux et parties d'immeuble visités dans le cadre de la mission

- Jonctions entre les enrobés du domaine public et les ouvrages extérieurs à démolir situés sur les parcelles AH7, AH8, AH72 et AH73.

1.3.3 Locaux et parties d'immeuble non visités dans le cadre de la mission

Néant

1.4 PROGRAMME DE REPERAGE

Le repérage a été effectué selon les listes suivantes (voir annexes correspondantes) :

- Liste C de l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique,
- Annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019
- Annexe A de la norme NFX 46-020 d'août 2017.

1.5 MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux	Description	Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Quantités estimées	Photo
Néant				

1.6 INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES A REALISER

1.6.1 Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Liste des composants qui n'ont pu être prélevés au cours du repérage, pour lesquels des investigations complémentaires sont à réaliser pour déterminer la présence ou l'absence d'amiante :

Matériaux	Description	Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Commentaires	Photo
néant				

1.6.2 Liste des locaux et éléments non vérifiables

Liste des composants qui n'ont pu être vérifiés lors du repérage et pour lesquels des investigations complémentaires sont à réaliser pour déterminer la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Sans objet	-	

1.7 LIMITES D'INVESTIGATIONS

Le repérage a été réalisé dans un site non évacué totalement des biens et ou de personnes, en veillant à ne pas générer de fibres.

Notre intervention s'entend dans les limites indiquées ci-dessous pour lesquelles des compléments d'investigation pourront être réalisés en phase travaux en cas de découvertes de matériaux suspects.

Limites d'investigation	Exemple d'éléments pouvant être découverts en phase travaux qui pourront nécessiter des investigations complémentaires
Sans objet	

2 LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION

L'article L4531-1 du Code du Travail prévoit que le maître d'ouvrage doit mettre en œuvre les principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2.

Cette mission est réalisée pour permettre à l'employeur de réaliser l'évaluation des risques d'exposition des travailleurs à des agents chimiques dangereux lors des travaux.

L'article R. 1334-19 du code de la santé prévoit que "Les propriétaires des immeubles bâtis mentionnés à l'article R. 1334-14 font réaliser, préalablement à la démolition de ces immeubles, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante".

Conjointement, l'article L4531-1 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérrogène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux.

Cette mission est soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du Code du Travail).

Les textes réglementaires mentionnés en première page du rapport ont servi de référence dans l'élaboration du présent rapport.

3 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

3.1 BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE

Documents demandés	Documents remis	Entreprise	Description
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-		
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-		
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-		

3.2 DATE D'EXECUTION

Date(s) de visite des locaux : du 14/04 au 17/04/2025

Accompagnateur de l'opérateur de repérage :

- M MAHAMOUD Modric, Chef de Projet, société LEI,
- M BAAROUN Mehdi, Chargé d'Affaire, société LEI,

3.3 ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR

La norme utilisée comme référence au présent rapport est la norme NF X 46-020, révision d'Aout 2017.

Selon des critères relevés sur site (surface des locaux par exemple), l'opérateur de repérage a pu adapter les quantités nécessaires d'échantillons de matériaux et produits indiqués dans l'annexe A1 de la norme NFX46-020 pour déterminer la présence d'amiante.

3.4 PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS

La mission a été réalisée dans le respect du plan et des procédures d'intervention interne.

4 LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES

Le(s) laboratoire(s) utilisé(s) pour la réalisation des analyses est conforme aux attentes de l'arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (...).

SGS

Référence COFRAC ou équivalent : N° 1-6454 rév. 8 55203165001870

7 rue Jean Grandjean - 31100 TOULOUSE

5 CROQUIS DE REPERAGE

Sur les croquis des prélèvements et sondages :

- Les matériaux et produits ayant fait l'objet de prélèvements sont indiqués "MP-0XX (PXXXXXX)"
- la lettre figurant en fin de légende indique la présence ou non d'amiante
 - -N = l'échantillon ne contient pas d'amiante
 - -A = l'échantillon contient de l'amiante
- Les matériaux et produits ayant fait l'objet d'un sondage sont indiqués "S-00X"
- Les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante sont indiqués "-a"

Croquis de repérage des prélèvements et sondages.



Éléments extérieurs / Abords extérieurs





DA-250153-005-ENR - 05/05/2025



Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Liste et localisation des matériaux et produits repérés

Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-001	10 - Aménagements, voiries et réseaux divers - Voiries	enrobé	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	P427527	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-002	10 - Aménagements, voiries et réseaux divers - Voiries	enrobé	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	P427528	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-003	10 - Aménagements, voiries et réseaux divers - Voiries	enrobé	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	P427529	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-004	10 - Aménagements, voiries et réseaux divers - Voiries	enrobé	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	P427530	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

6 LOCALISATION DES PRELEVEMENTS

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P427527	Absence d'amiante	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	
P427528	Absence d'amiante	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P427529	Absence d'amiante	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	
P427530	Absence d'amiante	Enrobé bitumineux	Extérieur / Abords extérieurs	

7 ANNEXES

7.1 RAPPORTS D'ESSAIS DE LABORATOIRE



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Bulletin d'Analyse

Rapport pour la détection et l'identification d'amiante dans les matériaux et produits manufacturés pouvant contenir naturellement de l'amiante

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE

M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX
FRANCE

Page 1 sur 10

Rapport du 30/04/2025

Ce rapport contient les résultats des analyses effectuées pour votre projet 250153-005_250417-100406.

Les analyses ont été réalisées en accord avec votre commande. Les résultats rapportés se réfèrent aux échantillons tels qu'ils ont été reçus à SGS. Le rapport reprend les descriptions des échantillons, la date de prélèvement (si fournie), le nom de projet et les analyses que vous avez indiquées sur le bon de commande. SGS n'est pas responsable des données fournies par le client. Tout échantillon analysé a été qualifié et considéré comme étant apte à être préparé.

Ce rapport est constitué de 10 page(s) hors annexe(s) éventuelle(s), dont les références normatives, informations sur les échantillons. Dans le cas d'une version 2 ou plus élevée, toute version antérieure n'est pas valable. Toutes les pages font partie intégrante de ce rapport, et seule une reproduction de l'ensemble du rapport est autorisée. En cas de questions et/ou remarques concernant ce rapport, nous vous prions de contacter notre Service Client.

Toutes les analyses sont réalisées par SGS France (E&I) Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse.

Projet	Nom du projet	250153-005_250417-100406	Rapport du	30/04/2025
	Réf. client	250153-005_250417-100406		
	Réf. SGS	AM25-03907		

Texte réglementaire de référence	Arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019 relatif à aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.
----------------------------------	--

Partie matériau manufacturé	
Norme, méthode, technique MOLP	Méthode interne de préparation : MLE-CONS-LAB-340 HSG 248 - Annexe 2 NF ISO 22262-1 (parties utiles de la norme)
Norme, méthode, technique META	Méthode interne de préparation : MLE-CONS-LAB-340 NF X43-050 (parties utiles de la norme) NF ISO 22262-1 (parties utiles de la norme)
Partie matériau brut	
Norme, méthode, technique MOLP	Méthode interne de préparation : MLE-CONS-LAB-340 HSG 248 - Annexe 2 NF ISO 22262-1 (parties utiles de la norme)
Norme, méthode, technique META	Méthode interne de préparation : MLE-CONS-LAB-340 NF X43-050 (parties utiles de la norme) IMA : Principes pétrographiques et de classification minéralogique (IMA Database of Mineral Properties ; Hawthorne et al., 2012 http://ruff.info/ima/)

Job comm.

- Référence Commande : 250153-005_250417-100406
- Type Analyse : MATERIAUX

L'usage par le client de la marque COFRAC figurant sur le rapport d'essais est interdit.

(Ev*) : Essai réalisé à SGS France EIHT (I&E) à Evry - COFRAC N° 1-6446

(Ev) : Essai réalisé à SGS France EIHT (I&E) à Evry

(To*) : Essai réalisé à SGS France EIHT (I&E) à Toulouse - COFRAC N° 1-6454

(To) : Essai réalisé à SGS France EIHT (I&E) à Toulouse

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

PGI 01/2019

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 2 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE

M. Julien HENTZEN-FORESTIER

42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907**

Le présent rapport d'essai comporte 10 page(s). Sa reproduction n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Aucune modification ni altération ne pourra y être portée après communication. Si vous souhaitez incorporer dans vos documents un rapport d'essai, il doit être inclus entièrement.

Le présent rapport ne concerne que le produit soumis à l'analyse et est émis par la Société conformément à ses conditions Générales de Services (disponibles sur www.sgs.com/en/terms-and-conditions/general-conditions-of-services-francais). Les incertitudes de mesure sont disponibles sur demande.

Tout porteur de ce document est prévenu que les informations qu'il contient reflètent uniquement les constatations de la Société au moment de son intervention et, cas échéant, dans la limite des instructions du Client. La responsabilité de la Société est exclusivement engagée vis-à-vis de son Client. Ce document ne saurait exonérer toute partie à une transaction d'exercer pleinement tous ses droits et remplir toutes ses obligations légales et contractuelles.

Toute modification non autorisée, altération ou falsification du contenu ou de la forme du présent document est illégale et les contrevenants sont passibles de poursuites judiciaires.

Si le prélèvement n'est pas réalisé par la structure SGS France division EIHT, les caractéristiques associées à l'échantillon ne sont pas de sa responsabilité. Les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

Le laboratoire est exonéré de toute responsabilité sur les résultats impactés par des informations fournies par le client.

Autres Fibres : Mentionne la présence d'autres fibres minérales susceptibles d'être inhalées
Morphologie NC = Morphologie non conforme à une fibre d'amiant
EDX NC = Composition chimique non conforme à une fibre d'amiant
Cristallographie NC = Structure cristalline non conforme à une fibre d'amiant
PMAI = Particules Minérales Allongées d'intérêt

Notes techniques :

- Seules les fibres d'amiant correspondant aux critères définis dans les articles 1 et 2 de l'arrêté du 1er octobre 2019 sont prises en compte.
 - La limite de détection à 95% garantie par le laboratoire est de 0,1% en masse d'amiant pour l'analyse au MOLP et au META.
 - Au MOLP, pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 microns.
 - Si l'amiant n'est pas détecté au META et au MOLP, le composant analysé peut renfermer une teneur en amiant inférieure à la limite de détection garantie.
 - Tout échantillon analysé a été qualifié et considéré comme étant apte à être préparé.
- Un matériau peut être constitué d'une ou plusieurs couches. Une couche est un élément pouvant être distingué des autres éléments par superposition ou stratification. Une couche peut être homogène ou hétérogène à l'œil nu.



OLIVIA TESTE
Responsable adjoint UT

P/O **THOMAS BAS**
Responsable UT
(signature électronique)

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (EIHT) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

FR 91 552 031 650

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 14 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 3 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907**

Échantillon description client	Carotte 01 - 427527 : Description enrobe monocouche noir avec agregats fin Epaisseur Analyse Amiante Oui Analyse HAP Oui		
Date de réception	18/04/2025	Date de prél.	16/04/2025 (théorique)
Code SGS	AM25-03907.001		
(To*) Description échantillon	Agréгат d'enrobés		
(To*) Conclusion amiante échantillon	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau manufacturé	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau brut	Amiante non détecté		

Partie matériau manufacturé			
(To*) Numéro couche(s)	1	(To*) Description	Matériau dur noir
(To*) Amiante détecté	Non	(To*) Type(s) d'amiante	-
(To*) Technique	META	(To*) Nombre de préparation	1 (2 grilles)
Trigramme de l'opérateur	seh	Autres fibres	Non

Partie matériau brut			
(To*) Groupe de granulats	1-1	(To*) Description	Fragments rocheux carbonatés massifs anguleux grisâtres hétérogènes
(To*) Technique	MOLP	(To*) Nombre de préparation	2
(To*) Amiante détecté	Amiante non détecté	(To*) Type(s) d'amiante	-
Trigramme de l'opérateur	ren	Autres fibres	-

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

FR 91 552

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 15 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 4 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907.001**

TENEUR EN EAU Méthode interne FIC-TECH-077		
(Ev*) TENEUR EN EAU	%	1,09
(Ev*) MATIERE SECHE	%	98,9
HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES NF EN 15527 oct 2008 (norme abrogée) - prétraitement		
MLE-CONS-LAB-324-extraction aux ultrasons- analyse par GC-MS		
(Ev*) NAPHTALENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) ACENAPHTYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) ACENAPHTENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) FLUORENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) PHENANTHRENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) BENZO(A)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) CHRYSENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) BENZO(B)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,5
(Ev*) BENZO(K)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) BENZO(A)PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) DIBENZO(A,H)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) INDENO 1,2,3 (CD) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev*) BENZO(GH)PERYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,506
(Ev) SOMME DES 16 HAP SUR SEC	mg/kg	<0,5

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

PSC 1/1/201

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 16 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 5 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907**

Échantillon description client	Carotte 02 - 427528 : Description enrobe monocouche noir avec agregats fin Epaisseur 4 Analyse Amiante Oui Analyse HAP Oui		
Date de réception	18/04/2025	Date de prél.	16/04/2025 (théorique)
Code SGS	AM25-03907.002		
(To*) Description échantillon	Agréгат d'enrobés		
(To*) Conclusion amiante échantillon	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau manufacturé	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau brut	Amiante non détecté		

Partie matériau manufacturé			
(To*) Numéro couche(s)	2	(To*) Description	Matériau dur noir
(To*) Amiante détecté	Non	(To*) Type(s) d'amiante	-
(To*) Technique	META	(To*) Nombre de préparation	1 (2 grilles)
Trigramme de l'opérateur	seh	Autres fibres	Non

Partie matériau brut			
(To*) Groupe de granulats	2-1	(To*) Description	Fragments rocheux carbonatés massifs anguleux grisâtres hétérogènes
(To*) Technique	MOLP	(To*) Nombre de préparation	2
(To*) Amiante détecté	Amiante non détecté	(To*) Type(s) d'amiante	-
Trigramme de l'opérateur	ren	Autres fibres	-

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

PSC 17.107

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 17 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 6 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907.002**

TENEUR EN EAU Méthode interne FIC-TECH-077		
(Ev*) TENEUR EN EAU	%	1,92
(Ev*) MATIERE SECHE	%	98,1
HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES NF EN 15527 oct 2008 (norme abrogée) - prétraitement		
MLE-CONS-LAB-324-extraction aux ultrasons- analyse par GC-MS		
(Ev*) NAPHTALENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) ACENAPHTYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) ACENAPHTENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) FLUORENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) PHENANTHRENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) BENZO(A)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) CHRYSENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) BENZO(B)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,5
(Ev*) BENZO(K)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) BENZO(A)PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) DIBENZO(A,H)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) INDENO 1,2,3 (CD) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev*) BENZO(GH)PERYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,510
(Ev) SOMME DES 16 HAP SUR SEC	mg/kg	<0,5

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

PSC 1/1/202

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 18 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 7 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907**

Échantillon description client	Carotte 03 - 427529 : Description enrobe a froid monocouche noir avec agregats moyen Epaisseur 4 Analyse Amiante Oui Analyse HAP Oui		
Date de réception	18/04/2025	Date de prél.	16/04/2025 (théorique)
Code SGS	AM25-03907.003		
(To*) Description échantillon	Agréгат d'enrobés		
(To*) Conclusion amiante échantillon	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau manufacturé	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau brut	Amiante non détecté		

Partie matériau manufacturé			
(To*) Numéro couche(s)	3	(To*) Description	Matériau dur noir
(To*) Amiante détecté	Non	(To*) Type(s) d'amiante	-
(To*) Technique	META	(To*) Nombre de préparation	1 (2 grilles)
Trigramme de l'opérateur	JBA	Autres fibres	Non

Partie matériau brut			
(To*) Groupe de granulats	3-1	(To*) Description	Fragments rocheux carbonatés massifs anguleux grisâtres hétérogènes
(To*) Technique	MOLP	(To*) Nombre de préparation	2
(To*) Amiante détecté	Amiante non détecté	(To*) Type(s) d'amiante	-
Trigramme de l'opérateur	ren	Autres fibres	-

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

19/01/2019

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 19 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 8 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907.003**

TENEUR EN EAU Méthode interne FIC-TECH-077		
(Ev*) TENEUR EN EAU	%	1,33
(Ev*) MATIERE SECHE	%	98,7
HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES NF EN 15527 oct 2008 (norme abrogée) - prétraitement		
MLE-CONS-LAB-324-extraction aux ultrasons- analyse par GC-MS		
(Ev*) NAPHTALENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) ACENAPHTYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) ACENAPHTENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) FLUORENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) PHENANTHRENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) BENZO(A)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) CHRYSENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) BENZO(B)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,5
(Ev*) BENZO(K)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) BENZO(A)PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) DIBENZO(A,H)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) INDENO 1,2,3 (CD) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev*) BENZO(GH)PERYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,507
(Ev) SOMME DES 16 HAP SUR SEC	mg/kg	<0,5

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

PSC 1/1/201

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 20 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 9 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE

M. Julien HENTZEN-FORESTIER

42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907**

Échantillon description client	Carotte 04 - 427530 : Description enrobe monocouche noir avec agregats gros Epaisseur 4 Analyse Amiante Oui Analyse HAP Oui		
Date de réception	18/04/2025	Date de prél.	16/04/2025 (théorique)
Code SGS	AM25-03907.004		
(To*) Description échantillon	Agréгат d'enrobés		
(To*) Conclusion amiante échantillon	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau manufacturé	Amiante non détecté		
(To*) Conclusion partie matériau brut	Amiante non détecté		

Partie matériau manufacturé			
(To*) Numéro couche(s)	4	(To*) Description	Matériau dur noir
(To*) Amiante détecté	Non	(To*) Type(s) d'amiante	-
(To*) Technique	META	(To*) Nombre de préparation	1 (2 grilles)
Trigramme de l'opérateur	JBA	Autres fibres	Non

Partie matériau brut			
(To*) Groupe de granulats	4-1	(To*) Description	Fragments rocheux carbonatés massifs anguleux grisâtres hétérogènes
(To*) Technique	MOLP	(To*) Nombre de préparation	2
(To*) Amiante détecté	Amiante non détecté	(To*) Type(s) d'amiante	-
Trigramme de l'opérateur	ren	Autres fibres	-

Partie matériau brut			
(To*) Groupe de granulats	4-2	(To*) Description	Fragments minéral quartzueux massifs anguleux blanchâtres à rosâtres homogènes
(To*) Technique	MOLP	(To*) Nombre de préparation	2
(To*) Amiante détecté	Amiante non détecté	(To*) Type(s) d'amiante	-
Trigramme de l'opérateur	ren	Autres fibres	-

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

Membre du groupe SGS

PSC 1/1/2017

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 21 sur 31



Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Page 10 sur 10

Bulletin d'Analyse

Rapport du 30/04/2025

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
M. Julien HENTZEN-FORESTIER
42 RUE SIMONE VEIL 69200 VENISSIEUX FRANCE

Nom du projet 250153-005_250417-100406

Réf. SGS **AM25-03907.004**

TENEUR EN EAU Méthode interne FIC-TECH-077		
(Ev*) TENEUR EN EAU	%	1,09
(Ev*) MATIERE SECHE	%	98,9
HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES NF EN 15527 oct 2008 (norme abrogée) - prétraitement		
MLE-CONS-LAB-324-extraction aux ultrasons- analyse par GC-MS		
(Ev*) NAPHTALENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) ACENAPHTYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) ACENAPHTENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) FLUORENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) PHENANTHRENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) BENZO(A)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) CHRYSENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) BENZO(B)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,5
(Ev*) BENZO(K)FLUORANTHENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) BENZO(A)PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) DIBENZO(A,H)ANTHRACENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) INDENO 1,2,3 (CD) PYRENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev*) BENZO(GH)PERYLENE SUR SEC	mg/kg	<0,505
(Ev) SOMME DES 16 HAP SUR SEC	mg/kg	<0,5

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t-33 (0)5 51 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 676 579 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

PSC 1/1/201

DA-250153-005-ENR - 05/05/2025

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

Page 22 sur 31

7.2 ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



COURTIER

CREA

68 COURS LAFAYETTE
69003 LYON

Tél : 04 78 52 26 20

Fax : 04 78 65 06 62

Email : CREA@WANADOO.FR

Portefeuille : 0201270484

SA LEI
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX FR

Vos références :

Contrat n° 11090679304

Client n° 0785415420

AXA France IARD, atteste que :

**SA LEI
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 11090679304** ayant pris effet le **27/05/2024**, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Le présent contrat garantit les activités suivantes :

Activité 1

1/Etablissement des dossiers de diagnostics obligatoires en cas de vente d'un bien immobilier visés par l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- * constat de risque d'exposition au plomb Article L 1334-5 et L 133-6 du Code de la Santé Publique
- * état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante Article L 1334-13 code de la santé Publique
- * état relatif à la présence de termites Article L133-6 Code de la santé publique
- * état de l'installation de gaz prévu à l'article L 134-6 Code de La construction
- * état des risques naturels et technologiques prévu à l'article L134-6 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- * le diagnostic de performance énergétique prévu Article L134-1 Code de Construction et de l'habitation
- * l'état de l'installation intérieure d'électricité Article L134-7 du Code de la Construction et de l'habitation

2/Missions dans les domaines :

- * Etat de superficie des lots de copropriété (dit Loi Carrez)
- * Mesure de perméabilité à l'air, infiltrométrie
- * Diagnostic énergétique (Type ADEME)
- * Diagnostic micro biologique

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance



1/3

*Diagnostic d'assainissement et de repérage de radon et de légionellose
 *Diagnostic déchet de démolition
 *Diagnostic prêt conventionné norme d'habitabilité
 *Diagnostic normes ascenseurs
 *Diagnostic pollution des sols
 *Diagnostic monoxyde de carbone
 *Diagnostic contrôle périodique amiante
 *Diagnostic amiante avant travaux/démolition
 *Diagnostic dossier technique amiante
 *Diagnostic recherche de plomb avant travaux
 *Diagnostic sécurité piscine
 *Loi SRU diagnostic technique immeuble
 *Diagnostic en déperdition thermique par thermographie infrarouge
 *Etats des lieux
 *Mesures d'empoussièrement amiante/FCR/plomb
 *Mission de caractérisation des mâchefers,
 *Diagnostic plomb dans l'eau,
 *Diagnostic plomb surfacique,
 *Examens visuels après désamiantage,
 *Diagnostic HAP dans les matériaux bitumineux
 *Diagnostic Technique Global (DTG)
 *Plan Pluriannuel de Travaux (PPT)
 *Diagnostic ETICS (Diagnostic des Systèmes d'Isolation Thermique par l'Extérieur), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires global, sans préconisation de matériaux à employer, sans rédaction de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Activité 2

Assistance à maîtrise d'ouvrage dans la définition des mesures de prévention des risques générés par une opération sur les tiers (travailleurs autres que ceux du chantier de l'opération pour laquelle le client est mandaté, public et ou riverains notamment) et veille à la bonne application de ces mesures, au regard des obligations du maître d'ouvrage définies aux articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil.

Missions de coordination de sécurité définies par la Loi du 31 Décembre 1993 et ses décrets d'application, effectuées par les salariés de l'Assuré répondant aux critères de compétences requis par le décret du 23/12/1994
(Niveau 1/2/3) pour les salariés dénommés :

- Monsieur Ludovic DAMIEN
- Chris ESPIR au 01/03/2023
- Monsieur Mathieu SIMONET à compter du 01/10/24

Evaluation des risques professionnels pour rédaction Document Unique (Décret 2001 -1016 du 05 Novembre 2001)

Assistance et évaluation des systèmes d'Hygiène Sécurité Environnement ; définition et évaluation de la politique de sécurité de l'entreprise (personnes, matériels, conditions de travail et respect de l'environnement ; définition des actions de prévention.

Audit chantier dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3

Audit, assistance, prévention dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité notamment dans le cadre du Décret 2002-1992

A l'exclusion de toutes études/conseils liés aux systèmes de protections incendies/vol
A l'exclusion de toutes études conseils portant sur la modification, extension, création, rénovation d'ouvrages de bâtiments.

La présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat en cours d'établissement auquel elle se réfère, est délivrée sous réserve de la régularisation de celui-ci.

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none"> • Dommages corporels 	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus 	1 500 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages immatériels non consécutifs 	1 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels et immatériels consécutifs causés aux biens confiés 	100 000 € par sinistre
<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution de documents/ médias 	70 000€ par sinistre
Autres garanties :	
Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales)	2 000 000 € par année d'assurance dont 1 000 000 € par sinistre
Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale	1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2025** au **01/01/2026** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 9 janvier 2025
 Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3

7.3 CERTIFICAT DE COMPETENCE DE LA PERSONNE AYANT REALISE LE DIAGNOSTIC



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI5493 Version 006

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur HENTZEN-FORESTIER Julien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 28/11/2024 - Date d'expiration : 27/11/2031
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 28/11/2024 - Date d'expiration : 27/11/2031
DPE tous types de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (3) Date d'effet : 24/11/2021 - Date d'expiration : 23/11/2028
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (3) Date d'effet : 22/12/2021 - Date d'expiration : 21/12/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse <https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 28/11/2024.

Etienne Lamy

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
(3) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTEE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev19

7.4 PROGRAMME DE REPERAGE : LISTE C DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Toiture et étanchéité	
Plaques ondulées.	Plaques en fibres-ciment.
Ardoises.	Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment.
Eléments ponctuels.	Conduits de cheminée, conduits de ventilation... Bardeaux d'asphalte ou bitume ("shingle"), pare-vapeur, revêtements et colles.
Revêtements bitumineux d'étanchéité.	Rivets, faîtages, closoirs...
Accessoires de toitures.	
2. Façades	
Panneaux-sandwichs.	Plaques, joints d'assemblage, tresses....
Bardages.	Plaques et "bacs" en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage.
Appuis de fenêtres.	Eléments en fibres-ciment.
3. Parois verticales intérieures et enduits	
Murs et cloisons.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation.
Poteaux (périphériques et intérieurs).	Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), peintures intumescents, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/ têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment.
Cloisons légères ou préfabriquées.	Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux.
Gaines et coffres verticaux.	Vantaux et joints.
Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	
4. Plafonds et faux plafonds	
Plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite).
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures).	Flocages, enduits projetés, peintures intumescents.
Interfaces entre structures.	Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation.
Gaines et coffres horizontaux.	Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux.
Faux plafonds.	Panneaux et plaques.
5. Revêtements de sol et de murs	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement).	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations.
Revêtement de murs	Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
6. Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides).	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment.
Conduits de vapeur, fumée, échappement.	Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapet, volet, rebouchage.
Vide-ordures.	Conduit en fibres-ciment.
7. Ascenseurs et monte-charge	
Portes palières.	Portes et cloisons palières.
Trémie, machinerie.	Flocage, bourre, mur/ plancher, joint mousse.
8. Equipements divers	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.
9. Installations industrielles	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages.
10. Coffrages perdus	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Eléments en fibres-ciment.

7.5 PROGRAMME DE REPERAGE : ANNEXE 1 DE L'ARRETE DU 16 JUILLET 2019

Ouvrages ou Composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder	Matériau ou produit
1 - Couvertures, toitures, terrasses et étanchéités		
Plaques ondulées et planes	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	P
	Plaques en matériaux bitumineux	P
	Revêtements anti condensation sous bac acier	M
Ardoises, bardeaux bitumineux	Ardoises composites hors fibro ciment	P
	Ardoises en fibro ciment	P
	Bardeaux bitumineux (« shingles »)	P
Éléments associés à la toiture	Conduits de fumée, de cheminée, de ventilation	P
	Conduits d'eaux pluviales	P
	Garnissage des joints de dilatation	M
	Joints de dilatation	M
	Couvre-joints	P
	Tresses d'étanchéité à l'air	P
	Éléments complémentaires de toiture (chéneaux, rives, closoirs, faitages, mîtres, costières, etc.)	P
	Jonctions bitumineuses	M
	Solins en fibre ciment	P
	Colle des solins en fibre ciment	M
Éléments sous toiture	Pare-vapeur, pare pluie	P
	Isolants fibreux en sous toiture	P
	Flocages, enduits projetés	M
Étanchéité de toiture terrasse	Parties planes : revêtements bitumineux (bandes, lés...), écrans de semi indépendance, pare-vapeur	P
	Relevés : revêtements bitumineux (bandes, lés...)	P
	Parties planes ou relevés : complexes asphaltés	M
	Colles, produits d'accrochage	M
Fenêtres de toit, lanternaux, verrières	Mastics (vitriers, bitumineux...)	M
	Joints d'étanchéité entre menuiserie et ossature	M
	Garnitures de friction sur fenêtres basculantes	P
2 - Parois verticales extérieures et façades		
Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich	Plaques, panneaux, bacs en fibres-ciment, éléments de remplissage	P
	Ardoises composites hors fibro ciment	P
	Ardoises en fibro ciment	P
	Joints d'assemblage ou d'étanchéité, mastics, tresses	M
	Revêtements intérieurs anti condensation (hors peintures)	P
	Peintures des bardages métalliques	M
Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage	Flocages, enduits projetés	M
	Carton-amiante	M

Façades lourdes y compris poteaux	Enduits extérieurs (projetés, lissés ou talochés), crépis extérieurs	M
	Revêtements plastiques épais (RPE)	M
	Peintures sur béton	M
	Enduits pelliculaires de lissage/débullage	M
	Colles et joints (faïence, pâte de verre, carrelage), ragréages, primaires d'accrochage, Imperméabilisants	M
	Éléments en maçonnerie silico-calcaire (1880-1940) briques blanches silico-calcaire	P
	Garnissage des joints de dilatation	M
	Joints de dilatation	M
	Couvre-joints	P
	Appuis de fenêtres en fibres-ciment	P
Menuiseries extérieures	Joints de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)	M
	Joints d'étanchéité entre menuiserie et structure	P
	Garnitures de friction sur fenêtres basculantes	P
	Plaques de fibres-ciment (allèges, coffres, etc.)	P
	Peintures décoratives	M
Éléments associés aux façades	Conduits de fumées, de cheminée, de ventilation	P
	Conduits d'eaux (pluviales et usées)	P
	Éléments ponctuels : chéneaux, rives, corniches	P
3 - Parois verticales intérieures		
Murs et cloisons maçonnés	Flocages	M
	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M
	Enduits de ragréage, débullage, lissage	M
	Joints de dilatation, d'assemblage, joints coupe- feu	M
	Fourreaux (carton, fibres-ciment...)	P
Poteaux	Flocages	M
	Enduits à base de plâtre projetés, lissés ou talochés	M
	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débullage, lissage)	M
	Joints de dilatation, d'assemblage avec poutraison	M
	Entourages de poteau (carton-amiante, fibres- ciment, matériaux sandwich...), coffrages perdus	P
Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non	P
	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M
	Flocages	M

7.6 CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangérosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits " diagnostiqueurs " pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels

Soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- du conseil départemental (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

- de la mairie ;

- ou sur la base de données " déchets " gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.7 AUTRES DOCUMENTS

NEANT